

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr.
Six mois. 23 .
Un an. 44 .

L'abonnement continue sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 14 fr.
Six mois. 27 .
Un an. 51 .

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bulier et C^o place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 22 JUIN 1872

BOURSE DE PARIS

DU 22 JUIN

3 0/0	54 15
4 1/2	77 25
5 0/0	85 35

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

On trouvera plus loin des détails circonstanciés sur l'entrevue de M. Thiers avec les délégués de la droite, entrevue dont nous avons fait connaître, hier, le résultat négatif.

Les journaux de Paris nous arrivent ce matin remplis d'appréciations à perte de vue sur les conséquences de cette démarche de la majorité.

Le Journal de Paris ne pense pas que la majorité se décide à placer le gouvernement dans l'alternative de se démettre ou de gouverner avec elle, attendu qu'elle a les mains liées par la constitution Rivet, et qu'une crise ministérielle deviendrait une crise gouvernementale.

Le Français déclare de son côté que, désormais, les divers groupes de la droite et du centre droit ne se croient plus obligés aux ménagements, aux concessions qui avaient marqué jusqu'ici leurs relations avec M. Thiers. « Ils considèrent désormais le gouvernement non plus comme la représentation de leurs idées, mais comme la représentation des idées du centre gauche et de la gauche et si les circonstances les y obligent... Jusqu'à présent, on vivait sur une équivoque; cette équivoque faisait le malaise des esprits, mais elle faisait aussi auprès de la masse peu éclairée la force du gouvernement; il y avait deux manières pour M. Thiers de faire cesser l'équivoque: ou en revenant aux conservateurs, ou en manifestant clairement son intention de rester avec la gauche. Il a choisi ce dernier parti. Les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir. »

L'Union tient à peu près le même langage. « Le résultat immédiat, c'est une rupture entre le pouvoir exécutif et la majorité de l'Assemblée; le résultat probable, celui du lendemain, c'est peut-être une crise de gouvernement, mais une crise prévue et qui sera sans dangers, si les groupes de la majorité savent rester unis. Dans le cas où, par suite d'une défaillance dont nous éloignons la pensée; la droite et l'extrême droite se trouveraient réduites à l'état de minorité, leur voie n'en serait pas moins nettement tracée. Elles dégageraient leur responsabilité de l'action gouvernementale et abandonneraient M. Thiers aux influences de la gauche. »

La Gazette de France n'a pas d'article, mais elle reproduit plusieurs comptes-rendus de l'entrevue et les fait suivre d'une note de quinze lignes qui se termine par ces mots: « La démarche des délégués n'avait d'autre but que de rétablir les conditions du gouvernement constitutionnel. On pourra dire là-dessus

ce qu'on voudra, un fait qui domine tout le reste, c'est le refus de M. Thiers d'accorder aucune concession. »

Le Pays ne dit rien.

L'Ordre constate que la situation « reste malheureusement la même. Pas d'accord, pas de programme, pas d'effort marqué pour sortir du provisoire. »

Les feuilles républicaines sont dans le ravissement.

Le Bien Public s'étonne que les promoteurs de la démarche qui a été faite, hier, auprès de M. Thiers, osent se dire conservateurs. « Conservateurs de quoi? de quoi? Peut-on prendre cette qualité, quand on ne songe qu'à renverser et qu'on fait à un ordre de choses hautement recommandé par les événements et par l'opinion, une opposition systématique et radicale? Au reste, auraient-ils le droit de se donner ce titre, quel mérite en tireraient-ils aux yeux du pays? S'ils n'agissent pas ouvertement, s'ils ne recourent pas au grand soleil le velours déchiré du trône qu'ils désirent, c'est qu'ils ne peuvent s'entendre, c'est que l'un veut y faire asseoir Jacques, pendant que l'autre veut y faire asseoir Paul, en sorte qu'en rien ne serait plus ridicule, si cela ne devait être profondément triste, que de voir la lutte qui s'engageait, au pied de ce vieux meuble, retapé à neuf, entre les partisans avides de voir chacun son prétendant aboutir. »

Le Bien Public termine en constatant que cette démarche « n'a rien changé à ce qui est. Nous sommes encore en République, dit-il, qu'il n'en déplaise à M. Saint-Marc Girardin. »

La Cloche croit que le résultat le plus clair « de cette misérable campagne » sera d'augmenter l'attachement de la France à la République.

L'Opinion Nationale dit qu'après l'insuccès de leur démarche, le devoir des députés de la droite est de faire savoir à leurs électeurs ce qu'ils veulent, de donner leur démission et de se représenter devant le pays « pour le mettre en demeure de se prononcer entre eux et le Président de la République. »

Le Courrier de France approuve complètement le langage tenu par M. Thiers aux délégués de la droite. Il est convaincu, comme lui, que « pour faire utilement la guerre à la mauvaise République, il faut accepter franchement la bonne. » Il ne désespère pas, du reste, de voir le centre droit se rapprocher du centre gauche.

Le Temps ne doute pas que les déclarations de M. Thiers ne produisent « la meilleure impression dans le pays. » Si les hommes de la droite et du centre droit se constituent maintenant en groupes d'opposition « ils ne feront que précipiter leur chute politique devant le pays, qui apprécie, comme il le doit, les immenses services rendus par M. Thiers, à l'ordre et à la paix. »

La France désire que la rupture qui vient d'éclater entre M. Thiers et la droite ait pour résultat d'amener la constitution d'une majorité nouvelle, composée en majeure partie des deux centres. « En dehors de cette combinaison, dit-elle, c'est la lutte, c'est la guerre, et dans quel moment! Il faut en finir avec les

agitations impuissantes et les préoccupations monarchiques. Sans doute, la Société française a besoin d'être défendue contre les entreprises et les expédients du radicalisme dont l'avènement ruinerait notre crédit en compromettant notre sécurité, le vrai moyen de le rendre impossible, c'est de l'attaquer sur un terrain où l'on ait la certitude de grouper toutes les forces conservatrices du pays. »

L'Avenir national s'attend à la dissolution prochaine du centre droit et comme dès lors il n'y aura plus, suivant lui, de majorité stable, l'Assemblée elle-même devra bientôt se dissoudre « attendu qu'elle sera incapable de prendre une résolution politique d'un ordre ou d'une gravité quelconque. Et c'est ainsi que le centre droit, en se refusant à consolider la République, aura, sans le vouloir et peut-être sans le savoir, contribué à la fonder. »

La Liberté approuve M. Thiers de s'être prononcé énergiquement contre toute restauration monarchique, mais elle regrette qu'il ait envisagé avec tant de calme l'hypothèse de l'avènement des radicaux. — A. R.

Il paraît que les ministres avaient remis avant-hier leur démission entre les mains de M. Thiers, il l'ont retirée quelques heures plus tard.

Seul, M. de Larcy persiste à se retirer.

Le Moniteur de l'armée publie une circulaire du ministre de la guerre aux généraux de division pour leur recommander d'améliorer l'organisation militaire, de répandre l'instruction, de consolider la discipline. Nous remarquons la phrase suivante qui répond à un passage du discours du général Trochu: « On a proclamé que tous les peuples qui ont une légende périssent par cette légende, au moins contestable au point de vue de l'histoire des nations, cette thèse est absolument contraire à la vérité en ce qui concerne la famille, et par conséquent, le régiment dont les membres sont solidaires des gloires et des sacrifices de ceux qui les ont précédés sous les drapeaux. »

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 21 juin 1872.

Par suite du grave désaccord dénoncé au pays par les délégués de la droite, elle est forcée de sortir de la situation actuelle et de mettre l'Assemblée en demeure de montrer si la majorité est conservatrice, ou si elle a passé du côté de la gauche.

Dans le premier cas, il faudra que M. Thiers se retire; dans le second cas, il prendra son ministère sur les bancs de la gauche et gouvernera franchement avec elle, alors le public jugera de la politique présidentielle par ses résultats qui ne se feront pas longtemps attendre.

Parmi les membres de la majorité, on pense que, dans les circonstances actuelles, il y a peut-être moins de danger à précipiter une crise que d'attendre; car, en prolongeant le statu quo, nous marchons, à coup sûr, à une révolution sociale; tandis que, en remplaçant M. Thiers, la majorité court la chance de rétablir une politique conservatrice qui peut prévenir de nouvelles catastrophes.

Il y a une autre considération grave pour agir: si la majorité saisit le pouvoir, elle sera suivie par l'armée; si, au contraire, la politique de M. Thiers triomphe, l'armée ne tardera pas à se trouver au service du citoyen Gambetta et de la politique radicale.

On raconte que, dans son entretien avec les délégués, M. Thiers a fait allusion aux déclarations du centre gauche et aurait dit aux délégués de la droite: « Faites-vous républicains et je marche » rai avec vous. »

Quand les délégués ont reproché à M. Thiers d'avoir favorisé, dans la Somme, l'élection du radical Barni, le président aurait répondu: « Auriez-vous préféré que je fisse voter en faveur de M. Cornuau? — Un des délégués a répliqué: « M. Cornuau n'était point candidat bonapartiste, mais candidat purement conservateur. »

M. Thiers, dans cette conférence, aurait affecté une certaine insouciance, en se livrant, avec son esprit ordinaire, à des récits d'anecdotes et il a trouvé

moyen de raconter à ses visiteurs des détails sur l'incendie de Moscou.

Ce soir, les divers réunions extra-parlementaires doivent entendre le rapport des délégués sur leur entretien avec M. Thiers et aviser aux résolutions à prendre.

Tous les journaux radicaux et communistes appuient chaleureusement M. Thiers.

A la Bourse, le futur emprunt fait déjà 1 fr. 25 de prime parmi les spéculateurs. DE SAINT-CHÉRON.

M. Thiers et les délégués de la Majorité.

L'Union donne un récit de l'entrevue; et le garantit rigoureusement exact.

L'entrevue a été longue; il a duré plus de deux heures. Ce qu'il importe de remarquer avant tout, c'est que les délégués représentaient les trois groupes de la majorité: l'extrême droite, la droite et le centre droit. Chacun d'eux a eu l'occasion d'exprimer son sentiment à M. Thiers, et tous ont tenu un langage identique, également net et ferme.

M. Thiers, fidèle à son système qui consiste à diviser entre eux les groupes parlementaires et à transformer le pacte de Bordeaux en un pacte républicain, a feint tout d'abord de supposer qu'il n'avait en sa présence aucun représentant de l'extrême droite, puis il a insisté sur le dépôt qui lui a été confié: « Vous avez mis, a-t-il dit, la République entre mes mains, je tiens à la conserver, c'est un engagement d'honneur. »

Un des délégués a fait alors observer à M. Thiers que l'extrême droite était représentée au sein de la députation, et que, quant à la République, elle n'avait jamais été acceptée par l'Assemblée. M. Thiers n'a point caché les signes d'un désappointement marqué, et ses digressions calculées ne sont point parvenues à ébranler les délégués.

Surpris par l'union qu'il voyait exister entre les membres des diverses fractions de la majorité, il n'a point contesté certains dangers de la situation actuelle, mais il a prétendu qu'on les exagérât, et ajouté qu'il entendait les combattre par des moyens tout différents de ceux qu'on lui proposait. Ici, M. le président de la République a développé un système politique qui laisse deviner les étranges aberrations de son esprit. L'Assemblée s'est déclarée constituante, et, suivant lui, elle a bien fait. Prochainement, elle aura à constituer, non pas la Monarchie ou la République, il faut ajourner ces questions de formes de gouvernement; mais la Constitution dont parle M. le président se résume dans la création d'une seconde Chambre qui lui servira d'appui pour lutter contre le radicalisme.

Fort du concours de cette chambre haute, si les élections continuaient à être favorables aux candidats radicaux, M. le président aurait le moyen de porter remède à un pareil état de choses: il